

**Intervention Jean-Jacques MOREAU (Nantes)
Groupe communiste**

Point 14 – Campus prometteur – Convention de site

Monsieur le Président, cher-e-s collègues,

N'ayant pas été retenu dans le cadre du plan Campus du gouvernement, l'Université de Nantes a reçu un lot de consolation : le label « Campus prometteur ». Cette labellisation donne accès à un accompagnement spécifique réparti entre l'Etat et des collectivités territoriales.

Ce lot de consolation des recalés du plan de campus est une fois de plus un complément de l'Etat à des mobilisations locales. C'est aussi la « carotte » pour toujours plus de partenariats public privé, de professionnalisation. Or, de l'argent, il en faut pour les Universités simplement parce qu'ils en ont besoin pour leur formation, la recherche ou tout simplement pour le fonctionnement, les bâtiments...
De plus, au lieu d'identifier les besoins les plus cruciaux, on met les gens en concurrence. Le résultat, c'est de grosses sommes d'argent pour peu de monde.

Je rappellerai juste le dernier choix du gouvernement dans le cadre du Grand emprunt qui déserte une nouvelle fois les facs de l'Ouest. Les élus communistes partagent les nombreuses réactions à la sélection, dont la votre Monsieur le Président. Vous dénonciez « *la confusion et le manque*

de transparence qui ont présidé aux choix des six Instituts hospitalo-universitaires (IHU) retenus par le gouvernement. » et ajoutiez « je déplore que l'argent public soit aussi légèrement dispensé, sans des méthodes d'évaluations équitables des projets. » Nous partageons ces commentaires.

Là encore, ce projet nantais doit se contenter d'un lot de consolation, qualifié de « prometteurs », l'équipe de chercheurs se partageront donc 35M€, bien loin des 850M€ attribués aux 6 dossiers retenus.

C'est ainsi la vision du gouvernement Sarkozy qui avec la loi sur l'autonomie des Universités et les appels à projet qu'elles suscitent met en place un cadre de concurrence pour soi-disant devenir plus compétitive. Or, derrière cette loi, c'est bien le désengagement de l'Etat qui est organisé. De plus, loin de favoriser et de dynamiser les coopérations scientifiques nécessaires entre divers partenaires publics et privés, dans le cadre du service public, elle organise le pillage des moyens publics, matériels, humains et scientifiques au profit de grands groupes.

Asphyxiés financièrement, les universités n'ont en fait pas d'autres choix que de proposer une diversification de leurs outils de financement.

Quant aux collectivités locales, leur engagement devient donc indispensable pour maintenir son potentiel intellectuel et scientifique à un haut niveau.

Je vous remercie de votre attention.